

faire la population canadienne dans le monde d'après-guerre. Si nous pouvons produire des denrées pour une valeur de 9 milliards de dollars en temps de guerre, la même production est possible en temps de paix pour assurer à notre population un niveau de vie convenable.

Je tiens à ajouter au sujet de cette question du coût qu'on accuse parfois ceux qui partagent les vues que je viens d'exposer de vouloir faire des dons gratuits à la population du Canada, et en particulier aux cultivateurs et aux ouvriers en faveur desquels nous parlons. On nous lance cette accusation surtout lorsque nous réclamons certains services et bénéfices d'ordre social comme une plus forte pension de vieillesse à un âge moins avancé, des mesures satisfaisantes en faveur des anciens combattants et de leurs veuves, un projet national d'hygiène comprenant des mesures préventives et un programme national de logement.

Je tiens à dire clairement que, à notre avis, on ne peut donner gratuitement aucun de ces avantages. Nous ne demandons pas d'accomplir des miracles. Ces initiatives entraînent des dépenses. Elles coûtent cher. Quel en est le coût, monsieur l'Orateur? Elles coûtent le travail de notre population appliqué à l'exploitation de nos matières premières. En ce qui concerne les êtres humains, les frais réels de notre production nationale actuelle se paient par le labeur quotidien de nos ouvriers, cultivateurs, pêcheurs, y compris nos savants, techniciens et nos travailleurs intellectuels de tous genres.

Nous avons atteint, je le répète, une production nationale de 9 milliards de dollars parce que les citoyens de ce pays fournissent la somme d'énergie humaine nécessaire à cette réalisation. Ce volume de production coûte le travail et les fatigues du peuple et nous en réclamons la répartition au sein de la population selon l'équité et les besoins. A l'heure actuelle notre production nationale, qui représente l'effort fourni par notre population, est en grande partie affectée, selon la volonté de celle-ci, au service de ses intérêts, à la défense du pays et de la liberté elle-même. Très bien, mais nous demandons que la paix revenue, le même principe soit appliqué, qu'une partie aussi considérable de notre production nationale, dont notre population par son travail quotidien sur les fermes, dans les usines, les bureaux, les classes et les laboratoires acquittera volontiers le coût, soit canalisée vers les domaines qui fourniront à notre peuple tout entier la sécurité et le bien-être.

On se demandera peut-être d'où nous viendront un million de maisons neuves. De la production courante, tout comme la grande quantité de matériel de guerre dont nous

disposons aujourd'hui nous vient de la production courante. Quand nous parlons de pensions de vieillesse d'au moins \$30 par mois, et je ne vois pas pourquoi on ne les porterait pas à \$40 ou à \$50, en commençant à les verser à partir de 65 ans et même avant. On voudra savoir d'où viendra l'argent. Il viendra de la production courante, comme nous vient aujourd'hui de la production courante l'argent dont nous avons besoin pour maintenir une armée de 700,000 hommes.

Nous demandons que les hommes et les femmes démobilisés de nos armées gardent leurs soldes tant qu'ils n'auront pas été convenablement rétablis dans la vie civile et qu'on leur accorde des soins médicaux leur vie durant afin qu'ils ne soient pas soumis aux mêmes difficultés que leurs aînés de la dernière guerre. "D'où viendra l'argent?" demandera-t-on encore. De la production courante, tout comme viennent de la production courante les fonds nécessaires à leur soldes, à leurs allocations de même qu'à leurs soins médicaux.

Tout ceci est possible à la seule condition de maintenir notre production à son chiffre actuel, qui est de 9 milliards, je crois. Il y a dix ans, il était inférieur à 3 milliards. Si nous voulons retourner à l'ancien système d'exploitation sans restrictions, qui ne reconnaissait à la production qu'un seul mobile, le profit; si nous voulons retourner à une production annuelle de 5, 4 ou même 3 milliards, alors il est absolument impossible d'instaurer un régime d'assurance sociale.

La sécurité sociale exige, premièrement, le maintien d'un niveau élevé de production et la distribution convenable de cette production; en d'autres termes, sa canalisation vers les domaines qui assureront une vie convenable à toute notre population. Cette vie convenable doit au moins comprendre, à mon sens, et la liste n'est pas complète, des foyers habitables, des aliments et des vêtements convenables, des soins hygiéniques appropriés, une quantité raisonnable d'objets de luxe pour chacun et une vieillesse libre d'inquiétude. Un programme qui ne contiendrait pas tous ces points serait insuffisant pour le peuple canadien après la guerre.

Certaines des observations faites, aujourd'hui, par le ministre des Finances (M. Ilsley) m'ont grandement intéressé et j'ai pris note d'une de ses phrases que j'approuve sans réserve. Le hansom, je crois, prouvera que mes notes expriment bien la pensée du ministre. Il a affirmé qu'aucun pays ne courait à la banqueroute en augmentant sa production et en consacrant une bonne part à une cause souveraine. C'est ce que nous faisons pour l'heure, consacrant notre production à la cause souveraine de la victoire. Nous de-